

Pour le progrès social, construisons une rentrée sociale combative

Souvenons-nous et n'oublions pas les mots du Président de la République lors de son discours du 13 avril dernier : « *les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune, notre pays tient tout entier sur des femmes et des hommes que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal* ».

Pourtant, quelques mois après ce 13 avril, le remaniement ministériel et le discours du Premier Ministre n'augurent rien de bon. L'annonce d'un « nouveau gouvernement de combat » ne vient que confirmer que la ligne politique menée depuis des années ne répond en rien aux urgences actuelles :

- Aucune mesure sur la revalorisation des salaires, des retraites et minimas sociaux,
- Pas de développement massif des services publics pour répondre aux besoins de la population,
- Pas de plan écologique ambitieux,
- Pas de renforcement de notre système de protection sociale,
- Pas de politiques fortes en direction de la jeunesse,
- Pas de mesures permettant l'amélioration du droit du travail et des garanties collectives...

Mais des annonces quand même. Pour le capital, des milliards d'euros distribués aux grands groupes sans exigences ni contreparties et des exonérations de cotisations sociales.

Pour les salarié-es, c'est la mise en œuvre des réformes qui réduisent les

droits, notamment des plus précaires et plus fragiles : licenciements (Plans de Départs Volontaires, Plans de Sauvegarde de l'Emploi), baisses de rémunérations (Accords de Performance Collective), dégradations des conditions de travail, gel du point d'indice, casse de la sécurité sociale et des services publics...

Ce gouvernement s'acharne à vouloir maintenir un vieux monde rétrograde pour satisfaire les intérêts du capital en sacrifiant des salarié-es, des retraité-es et des privé-es d'emplois, en plongeant dans la misère des milliers de familles et en imposant la précarité notamment pour l'avenir de la jeunesse.

Pourtant d'autres choix sont possibles avec :

- La semaine à 32h avec un Smic à 1800 euros
- Le renforcement de notre sécurité sociale et de notre système de retraite solidaire
- L'arrêt des suppressions d'emplois et des plans d'embauche à la hauteur des besoins dans le privé comme dans le public

La construction des luttes doit s'intensifier. Partout, dans les entreprises et les services, organisons des assemblées générales des salarié-es pour élaborer des cahiers revendicatifs et décider des modalités d'actions.

Face à la violence sociale que vivent les salarié-es, construisons une rentrée sociale combative.

**L'Union Départementale CGT des Alpes-Maritimes appelle à faire
du 17 Septembre une grande journée d'action nationale
interprofessionnelle**